



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 3 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 octobre 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme BERNARD, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusées et représentées par pouvoir :

Mme QUERAL à M. BODIN, Mme HOLGADO à M. CARREAU

Etait excusé :

M. LIMINIANA

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27
Conseillers présents : 24
Conseillers votants : 26

Pour : 22
Contre : 4
Abstention : 0

2 – ARTICLE L.2122.22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES - DELEGATIONS DONNEES AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Par délibération du 15 avril 2014, le conseil municipal, en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a accordé à M le Maire des délégations afin de simplifier la conduite des tâches administratives relatives à la gestion de la commune.

Cet article a fait l'objet d'une modification par les articles 126 et 127 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dans les termes suivants :

- Article 126 : modification portant sur l'alinéa 7 : possibilité d'insérer « modifier ou supprimer ».

L'alinéa 7 peut être ainsi rédigé : de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.

- Article 127 prévoit le rajout d'un 26^{ème} alinéa relatif aux demandes d'attribution de subvention.

Le 26^{ème} alinéa peut être ainsi rédigé : « de demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, dans les domaines des travaux, fournitures ou prestations de services, en section de fonctionnement ou en section d'investissement des différents budgets, et ce quel que soit le montant de l'opération, l'attribution de subventions. »

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser :

- la modification de l'alinéa 7
- la délégation supplémentaire définie à l'alinéa 26.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 26 octobre 2015 et a émis un avis favorable.

Fait et adopte à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 05/11/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20151103-23147-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

